



# La lettre

de l'Association Ethique et Investissement

Décembre 2005  
numéro

15

édito

L'année 2005 s'achève.

Rappelons que pour Ethique et Investissement, elle a débuté par une réflexion sur le sens à donner au développement durable, c'est à dire comme l'a rappelé un intervenant le 1<sup>er</sup> février « un développement que la planète puisse supporter » mais aussi un développement pour tous dans le respect de la personne humaine.

Cette lettre vous apporte les principaux messages de notre action durant l'année 2005 et en particulier de la journée du 9 novembre 2005. Cette deuxième journée sur le secteur pharmaceutique et la santé nous a permis de mieux cerner le rôle du secteur pharmaceutique dans l'amélioration de la santé, rôle essentiel au milieu de bien d'autres composantes, dont je ne citerai que l'amélioration de l'éducation des mères et l'amélioration de la qualité de l'eau.

Voici maintenant 2006 qui s'annonce : notre journée du 1<sup>er</sup> février sera consacrée aux bénéfiques que peuvent retirer les parties prenantes de l'entreprise de l'amélioration de la gouvernance. Nous espérons vous voir nombreux. D'ici là nous vous adressons tous nos vœux :

**Bonne Année à toutes et à tous !**

Que chacun de nous puisse s'investir pour un monde plus juste, plus solidaire, plus éthique.

**Dates importantes :**  
**Journées d'étude**

■ **1er février 2006**

« En quoi l'amélioration de la gouvernance de l'entreprise favorise-t-elle une politique socialement responsable ? »

*Enclos REY  
57 rue Violet, 75015.*

■ **1er juin 2006**  
+ *Assemblée générale*

**Pour le Conseil d'Administration  
L'administrateur délégué :  
Marie-Laure Payen**

## Conclusion sur les principaux enjeux éthiques du secteur pharmaceutique et de la santé

A la suite des journées du 7 juin et du 9 novembre 2005, le conseil d'administration d'Ethique et Investissement a retenu comme principal enjeu du secteur pharmaceutique, l'accès aux médicaments des populations les plus défavorisées dont l'une des voies semble être la diffusion rapide des génériques auprès de ces populations : dans les situations d'urgence et/ou dans des pays de grande pauvreté, il peut être parfois nécessaire que les laboratoires renoncent à leurs droits de propriété. Le Conseil est cependant conscient de la nécessité pour l'industrie pharmaceutique de continuer à financer la recherche de nouveaux médicaments et il est soucieux que cette recherche ne soient pas orientée uniquement vers la santé de populations solvables.

Par ailleurs, l'intervention de Jean de Kervasdoué nous a montré que la question du financement de la santé dans les pays européens, et plus particulièrement en France, est à la fois cruciale et peu évoquée par les hommes politiques. Il nous paraît important qu'en tant qu'acteur de la santé, l'industrie du médicament, malgré sa recherche du profit, veille à ne pas inciter à une trop grande consommation et continue à avoir un constant souci d'information des médecins et d'éducation du grand public.

## Prise de position d'E&I sur le secteur pétrolier

(Cette prise de position a été adressée à Marc Favard, gérant du FCP Nouvelle Stratégie 50, Meeschaert AM)

Le Conseil d'administration d'Ethique et Investissement, dans sa délibération du 23 mars 2005, décide que, dans ses préconisations, il n'exclut pas le secteur pétrolier des univers d'investissement servant de base aux gestions d'actifs faisant référence aux vingt critères éthiques de l'Association.

Le Conseil précise toutefois, qu'en plus de l'analyse des titres sur la base des vingt critères de l'Association et de leur adaptation au secteur pétrolier, les gérants de fonds doivent porter une attention particulière aux trois points suivants :

- Dans les pays ou les zones qui sont connus pour leur absence durable et manifeste de démocratie ou pour leurs violations des droits humains, les gérants doivent, sur la question, examiner les positions, les engagements et les pratiques des compagnies et s'interroger sur le bilan des avantages et des inconvénients de leur présence pour la population.
- Dans le domaine environnemental, une attention particulière doit également être apportée aux mesures prises par les sociétés pour répondre aux actuelles préoccupations de la communauté internationale sur la question des changements climatiques et des marées noires.
- Enfin, compte tenu de l'importance des questions liées à la répartition des richesses créées par l'industrie des hydrocarbures ou par le secteur minier, il convient d'étudier l'attitude adoptée par les compagnies dans le cadre de la campagne sur la publication des versements qu'elles effectuent aux pays producteurs et sur les formes de leur contribution au mieux-vivre des populations.

### Groupe de travail Meeschaert – Ethique et Investissement – CCFD

Objectif : Identifier les entreprises répondant aux critères de l'Association au sein de chaque secteur

Depuis maintenant un an, la société de gestion Meeschaert réunit mensuellement des membres de l'association Ethique et Investissement et des membres du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) dans un groupe de travail qui étudie les entreprises d'un secteur d'activité sous l'angle de leur comportement social, sociétal et environnemental. Laurence Loubières présente une synthèse des enjeux éthiques du secteur étudié, après qu'une présentation financière a été faite par l'analyste financier spécialiste du secteur. Au cours de cette année, les secteurs suivants ont été analysés : Automobiles, Agroalimentaire, Télécommunication, Services aux collectivités, Assurance, Biens d'équipement, Mines et acier, Logiciels et SSII, Chimie et Matériaux de construction. La participation de l'association à ce groupe de travail permet de mieux comprendre les problématiques des secteurs et de préparer l'information de ses adhérents et des prises de position motivées du Conseil d'administration. Les administrateurs qui participent à ce groupe sont Marie-Laure Payen, Virginie Lecourt et Wladimir Narozniak.



PRESIDENTE : Michelle BARROT  
ADMINISTRATEUR DELEGUE : Marie-Laure PAYEN  
TRESORIERE : Monique TAVIGNOT  
SECRETAIRE : Jacques TERRAY  
CHARGEE DE MISSION : Laurence MATHE-DUMAINE

ASSOCIATION ETHIQUE ET INVESTISSEMENT  
93 Rue de Sèvres, 75006 PARIS, 01 45 49 84 41  
[ethinvest@tiscali.fr](mailto:ethinvest@tiscali.fr), [www.ethinvest.asso.fr](http://www.ethinvest.asso.fr)

9 novembre 2005

## « Qu'est-ce que la santé ?

### La vision de l'industrie pharmaceutique et celle des autres acteurs »

Ethique et Investissement a souhaité consacrer deux journées d'étude consécutives à l'industrie pharmaceutique. Le 7 juin 2005, nous avons réfléchi à la recherche médicale et à l'articulation public/privé ainsi qu'à l'accès aux médicaments dans les pays les plus pauvres avec SANOFI-AVENTIS et MERCK SHARP & DHOME-CHIBRET (cf. La Lettre E&I n° 14, juillet 2005).

#### Intervention de Jean de Kervasdoué,

Professeur d'économie de la santé au CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers)

Qu'est-ce que la santé ? *La santé n'est pas la médecine.* L'espérance de vie des occidentaux (qui est l'indicateur le plus utilisé de l'état de santé d'une population) a commencé à croître bien avant que la médecine ne devienne efficace (en France : 35 ans en 1800, 41 ans en 1850, 50 ans en 1900). L'espérance de vie a augmenté du fait de l'éducation (en particulier celle des femmes), de l'hygiène (eau et égouts), de la vaccination et de la qualité de l'alimentation. La médecine n'y a contribué que depuis 1930 et pour environ 15%.

*La médecine n'est pas la santé.* La médecine existait avant d'être efficace. Elle a deux objectifs, mieux rendus en anglais par « care » et « cure » : elle prend en charge le patient et tente de le guérir. Aujourd'hui, une part croissante de l'activité médicale ne concerne pas la santé stricto sensu (procréation médicalement assistée, chirurgie esthétique...). La médecine a commencé à soigner avant la seconde guerre mondiale. L'impact de la médecine sur la santé était nul il y a soixante dix ans alors qu'il est aujourd'hui de 15%. C'est considérable ! L'industrie pharmaceutique, par les médicaments, a permis et permet à beaucoup d'hommes de vivre mieux, plus longtemps,

en souffrant moins, s'ils peuvent payer individuellement ou par des mécanismes collectifs.

En France, 75% des dépenses sont couvertes par l'Assurance Maladie, 12% par des assurances privées, le reste par les individus. L'équilibre est difficile à trouver entre les modes de financement : si tout est gratuit, il y a surconsommation, en particulier de médicaments ; si tout est payant, il y a sous consommation et manque de prévention. Comment maîtriser ?

Ce qui compte, c'est d'une part l'évolution de la connaissance, d'autre part l'organisation du travail et la qualité de la chaîne de soin.

La grande industrie pharmaceutique est performante mais elle a mauvaise réputation. Pour qu'elle continue à jouer son rôle, il faut favoriser la recherche et contrôler l'usage, plus que le prix, du médicament.

Enfin, il ne faut pas oublier que, dans le domaine de la santé, il y a d'autres industries que l'industrie pharmaceutique : l'assurance, la gestion des établissements de soins, l'industrie des autres biens médicaux ainsi que la restauration, le linge, l'énergie, l'informatique...

#### Intervention de Benoît Gallet,

vice-président corporate & business communications de Bristol-Myers Squibb France

Qu'est-ce que la santé ? Est-ce un état acquis ou inné ?

La santé est un état à un temps « T » qui englobe aussi bien la santé physique que la santé morale.

Dans quel contexte appréhendons-nous la santé ? L'industrie pharmaceutique a connu 3 grandes révolutions :

- une révolution scientifique (vaccination, antibiotiques...) mais il reste beaucoup à faire face au cancer et aux nouvelles maladies,
- une révolution sociétale : la santé figure comme une priorité n°1 à titre collectif comme individuel, c'est un droit,
- Une révolution géopolitique : un contexte de globalisation caractérisé par une dynamique nouvelle des pays émergents (Chine, Inde), une domination des Etats-Unis et une fracture Nord/Sud déterminante.

*L'industrie pharmaceutique est d'abord un acteur économique, qui fait du profit, crée de la valeur et des emplois.*

Car si la santé n'est pas une marchandise, le médicament en est une et il existe un marché du médicament. La première mission de l'industrie pharmaceutique est de trouver, produire et commercialiser. Cette industrie est fondée sur la recherche et

l'innovation et les coûts de recherche sont de plus en plus importants. Le retour sur investissement est nécessaire. Le marché est largement dominé par les Etats-Unis.

*Mais les entreprises du médicament sont aussi et totalement des acteurs de la santé.*

L'industrie pharmaceutique assume sa place dans la chaîne de responsabilité des acteurs de la santé (autorités publiques de santé, soignants, associations de patients). Elle joue un rôle dans la prévention en initiant de nombreuses campagnes de prévention pour le grand public ainsi que dans l'information du monde médical. Les grandes entreprises du médicament ont, pour la plupart, créé des fondations qui contribuent à lutter contre certaines maladies et à favoriser l'accès aux soins des personnes les plus démunies. Dans le cas de Bristol-Myers, l'entreprise s'est engagée dans la lutte contre le SIDA en Afrique (Programme « Secure the Future »). En France, elle soutient l'association Le Rire Médecin.

En conclusion, il faut reconnaître que nous sommes en face de questions complexes auxquelles tous les acteurs doivent s'atteler ensemble pour y répondre.

9 novembre 2005

## Les moyens d'action des investisseurs ISR (Investissement Socialement Responsable)

L'après midi du 9 novembre a été consacré à la présentation de différents moyens d'action utilisés par des investisseurs pour obtenir des entreprises des changements de leurs comportements.

### Laurence Loubières, analyste en placements éthiques, Meeschaert AM, présente l'exemple d'ICCR (Interfaith Center on Corporate Responsibility).

Née aux Etats-Unis, il y a trente-cinq ans, ICCR est une association d'investisseurs (chrétiens et juifs) qui agissent au nom de leurs convictions religieuses. Elle rassemble 275 membres qui possèdent environ 110 milliards de dollars. La société de gestion Meeschaert est membre associé.

Les actions sont les suivantes :

- dépôt et soutien de résolution aux AG des entreprises
- dialogue direct avec la direction des entreprises
- participation à des conférences de presse et à diverses manifestations
- publication de rapports spécialisés
- organisation de pétitions.

En 2005, 281 résolutions ont été déposées auprès de 193 sociétés américaines.

Les membres d'ICCR sont invités à participer à l'un des neuf groupes de travail. L'un des groupes travaille sur l'accès aux soins médicaux. Les points suivants ont été retenus par le groupe en 2005-2006 : la politique de recherche des laboratoires pharmaceutiques sur le SIDA, la tuberculose, la malaria ainsi que l'accès aux médicaments ; en tant qu'employeur la politique en matière de gestion du SIDA ; aux Etats-Unis, la politique d'accès aux médicaments.

A la suite d'un voyage d'étude au Kenya et en Afrique du Sud, ICCR a publié deux rapports : le premier recommande aux employeurs de se mobiliser pour aider leurs salariés à se protéger et à lutter contre le SIDA. Le second rapport concerne les traitements pédiatriques contre ce fléau.

[www.iccr.org](http://www.iccr.org)

### Caroline Schum, analyste senior, Ethos

En Suisse, la fondation d'investissement Ethos a été créée en 1997 ; elle compte 78 membres et gère 980 millions de francs suisses. La motivation est de pouvoir bénéficier de rentes dans un monde socialement et écologiquement viable.

Les objectifs de la fondation Ethos sont :

- investir avec une approche intégrant le concept de développement durable
- permettre un exercice systématique des droits de vote d'actionnaire en se fondant sur les principes des codes de bonne pratique en matière de gouvernement d'entreprise
- engager un dialogue actif avec les entreprises afin de les sensibiliser aux exigences du développement durable et aux bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise.

L'actionnaire actif veut sensibiliser les entreprises afin d'entamer un processus d'amélioration. L'enjeu est d'augmenter de manière durable la valeur de l'entreprise pour l'ensemble de ses parties prenantes. Différents types d'engagement sont possibles : soit réactif en fonction de l'actualité, soit pro-actif sur certains thèmes considérés comme particulièrement importants dans une perspective à long terme. L'engagement peut être isolé en tant qu'actionnaire individuel ou groupé avec d'autres actionnaires partageant les mêmes valeurs.

Ethos, afin de favoriser l'accès aux médicaments dans les pays du Sud, s'est associé au PSG (Pharmaceutical Shareowners Group). Le PSG regroupe 14 membres institutionnels dont la masse sous gestion représente plus de 1500 milliards de CHF. Leur objectif est de préserver la valeur à long terme des investissements, de sensibiliser la communauté financière, d'inciter les entreprises à adopter des pratiques exemplaires.

[www.ethosfund.ch](http://www.ethosfund.ch)

### Olivier de Guerre, P-DG, PhiTrust Finance

En France, PhiTrust Finance, société de gestion de portefeuille, a créé des produits financiers dédiés à l'ISR. Dans un premier temps, PhiTrust a choisi de favoriser les initiatives de gouvernance dans la mesure où ce sont celles

- qui sont le plus faciles à mettre en place,
- avec lesquelles le marché en France est aujourd'hui le plus familiarisé
- qui impactent de manière globale la politique RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) de l'entreprise.

En 2004, 143 initiatives ont été présentées aux présidents des conseils d'administration et, en 2005, 162.

En 2005, trois thèmes ont été privilégiés : le droit des actionnaires, l'organisation du conseil d'administration et la notion de transparence.

L'expérience des deux dernières années a montré qu'il est possible de dialoguer avec les chefs d'entreprise dans le but d'améliorer la gouvernance de leur société. Les sujets plus sensibles demandent plus de temps et de discussions mais la porte est rarement fermée. Certaines sociétés ont beaucoup de progrès à faire alors que d'autres sont très avancées dans leur démarche. Le dépôt d'une résolution en AG est encore vu comme une agression alors que c'est un acte simple de démocratie. Peu de gérants d'actifs sont aujourd'hui sensibilisés à ces sujets mais maintenant ils votent. Enfin, il est possible d'avoir une performance financière et d'améliorer la gouvernance.

[www.phitrust.com](http://www.phitrust.com)